

Procédure n°24078AC

**Accord-cadre de fourniture de papiers, de
fournitures/de petits équipements de
bureau et de petite épicerie pour Nantes
Université**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code
de la commande publique**

Sommaire

Article 1 - Objet de l'accord-cadre	4
Article 2 – Dispositions générales	4
2.1 Nomenclature communautaire.....	4
2.2 Procédure de passation.....	4
2.3 Allotissement	4
2.4 Forme du marché public	5
Article 3 – Durée de l'accord-cadre.....	5
3.1 – Durée initiale	5
3.2 – Reconduction(s).....	5
Article 4 - Pièces	5
4.1 – Référence au CCAG.....	5
4.2 – Pièces constitutives	5
Article 5 – Délais	6
5.1 – Modalités de computation des délais	6
5.2 – Début du délai d'exécution.....	6
5.3 – Expiration du délai d'exécution.....	6
5.4 – Prolongation du délai d'exécution	6
Article 6 – Obligations générales des parties	6
6.1 – Forme des notifications et informations.....	6
6.2 – Personnels du pouvoir adjudicateur	6
6.3 – Personnel du titulaire en charge de l'exploitation	6
6.4 – Pilotage et suivi des prestations.....	6
6.4.1 Suivi continu du contrat	6
6.4.2 Revue annuelle de contrat.....	7
6.4.3 Revue exceptionnelle de contrat.....	7
6.4.4 Terme de l'accord-cadre.....	7
6.5 – Sous-traitance	7
6.6 – Changement affectant le titulaire	7
Article 7 – Confidentialité & protection des données personnelles	8
7.1 – Confidentialité	8
7.2 – Protection des données personnelles.....	8
Article 8 – Modalité des commandes.....	9
Article 9 – Opérations de vérifications.....	9

Article 10 – Prix	9
10.1 – Forme et contenu des prix	9
10.1.1 Forme des prix.....	9
10.1.2 Contenu des prix	9
10.2 – Variation du prix.....	9
10.2.1 Prix de référence	9
10.2.2 Clause de préavis	10
10.2.3 Variation des prix	10
10.2.3 Clause butoir	11
10.2.4 Acceptation par le pouvoir adjudicateur.....	11
Article 11 – Modalités de règlement des commandes	11
11.1 Demandes de paiement	11
11.1.1 Contenu des factures	11
11.1.2 Transmission des factures	11
11.2 Mode de règlement.....	12
11.3 Clause de financement et de sûreté.....	12
11.3.1 Garanties financières	12
11.3.2 Cession et nantissement de créances	12
Article 12 – Pénalités	12
12.1 Généralités.....	12
12.2 Grille des pénalités	13
Article 13 – Résiliation du marché	13
13.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	13
13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
13.3 Résiliation pour faute	14
13.4 Exécution de la prestation aux frais et risques	14
Article 14 – Force majeure	14
Article 15 – Présentation des attestations.....	14
Article 17 – Dérogation au CCAG.....	15

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de papiers, la fourniture et petit équipement de bureau et la fourniture de petite épicerie pour Nantes Université.

Nantes Université a lancé il y a 2 ans un Accord Cadre de prestations de traiteurs qui répond à l'ensemble du besoin de prestations hormis les petites prestations de pauses et accueils café entre 2 et 9 personnes. Afin de répondre à ce besoin, il a donc été acté d'intégrer la fourniture de petite épicerie à cet accord cadre. Ce choix est justifié par le faible volume d'achat annuel.

Il a été décidé de dissocier les achats de papier standard et papier spéciaux ; ce présent accord cadre concerne la fourniture de papier d'impression blancs, de papier recyclé et de papier couleur formats A4 et A3, 80 grammes. La fourniture des autres types de papier (grammage et formats spéciaux, médias traceurs) sera réalisée dans le cadre d'un autre appel d'offres.

Article 2 – Dispositions générales

2.1 Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
30192000-1	Fournitures de bureau
30197643-5	Papier pour photocopie
BC45-6	Recyclé
30197630-1	Papier d'impression
BC45-6	Recyclé
15894700-8	Épicerie fine

2.2 Procédure de passation

Le présent l'accord-cadre est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.3 Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

MOTIF DE NON-ALLOTISSEMENT :

Le sourcing réalisé par la Direction des achats a permis de fait ressortir les points suivants :

- Les fournisseurs interrogés répondront à la fourniture du papier standard 80g A3 et A4 si ce segment est rattaché aux fournitures de bureau compte tenu des prix fluctuants du papier ;
- Les fournisseurs interrogés répondront à la fourniture de petite épicerie si elle ne fait pas l'objet d'un lot à part entière compte tenu du faible volume.

Ce sourcing montre donc qu'un non-allotissement permettrait d'obtenir davantage de réponse à l'appel d'offres et donc d'avoir une réelle concurrence notamment sur le segment papier.

De plus, cette globalisation permettrait de réaliser des économies substantielles compte du volume des différentes catégories (fournitures de bureau, papiers et petite épicerie) et de la continuité des prestations. Cette globalisation permettra des gains financiers en raison d'une approche unifiée (diminution des frais des livraisons dû à une commande unique).

Pour finir, la fourniture des autres types de papier (grammage et formats spéciaux, médias traceurs...) fera l'objet d'une autre procédure d'appel d'offres qui sera allouée sur laquelle les fournisseurs de papier pourront se positionner.

2.4 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum exprimé en valeur au sens de l'article R2162-4 1° du code de la commande publique.

Le montant contractuels est le suivant pour toute la durée de l'accord-cadre : 1 600 000€HT

Le marché public est mono-attributaire.

Article 3 – Durée de l'accord-cadre

3.1 – Durée initiale

L'accord-cadre prend effet au 1er juillet 2025 pour une période initiale de 12 mois.

3.2 – Reconduction(s)

Le contrat sera ensuite être reconduit de façon tacite à la date anniversaire du début d'exécution trois (3) fois par période successive d'un (1) an et pour une durée maximale de quatre (4) ans, sans que le titulaire ne puisse refuser la reconduction.

Nantes Université peut, deux mois avant la date d'échéance de la période en cours, décider de ne pas reconduire l'accord-cadre. La décision de non-reconduction intervient alors par tout moyen permettant de disposer d'une preuve certaine de la réception de ladite décision. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Article 4 - Pièces

4.1 – Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), entré en vigueur le 1er avril 2021 suite à la publication de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

4.2 – Pièces constitutives

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

Article 5 – Délais

5.1 – Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

5.2 – Début du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution du marché part à compter de la date mentionnée à l'article durée du présent CCAP.

Le titulaire est engagé contractuellement par les délais figurant dans les pièces contractuelles.

5.3 – Expiration du délai d'exécution

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

5.4 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP. Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de Nantes Université, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 6 – Obligations générales des parties

6.1 – Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

6.2 – Personnels du pouvoir adjudicateur

Les précisions suivantes sont apportées en complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS :

- L'accord-cadre est piloté par le pôle performance des achats ;
- La Direction des Achats est l'interlocuteur concernant les aspects juridiques (sous-traitance, sûretés, obligations administratives du titulaire, ...) et financiers (révision de prix).

6.3 – Personnel du titulaire en charge de l'exploitation

Les dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS s'appliquent concernant le suivi contractuel.

6.4 – Pilotage et suivi des prestations

Pour des fins d'analyse et de reporting, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire de l'accord-cadre la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

6.4.1 Suivi continu du contrat

Le suivi continu du contrat est réalisé au moyen d'un reporting trimestriel faisant état des consommations détaillées sur la période concernée.

6.4.2 Revue annuelle de contrat

Le titulaire organise une réunion annuelle avec le pouvoir adjudicateur ou ses représentants, afin d'effectuer une revue annuelle de contrat lors de laquelle un certain nombre de points sont abordés (les consommations, la substitution et l'amélioration de produits, les nouveautés...)

6.4.3 Revue exceptionnelle de contrat

En cas d'incidents techniques majeurs ou répétés, le pouvoir adjudicateur provoque une réunion exceptionnelle, afin d'aborder ces incidents ainsi que leur résolution.

6.4.4 Terme de l'accord-cadre

Le titulaire transmet, au plus tard sous 1 mois à compter de l'échéance de l'accord-cadre, l'ensemble de la documentation à jour renseignée. Ces données sont la propriété de Nantes Université.

6.5 – Sous-traitance

Les dispositions des articles L. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS, étant entendu que la sous-traitance ne peut concerner que les prestations de services.

En outre, afin que le sous-traitant déclaré soit accepté et agréé, la méthodologie d'intervention qu'il utilisera pour réaliser les prestations, ainsi que ses interactions avec les différentes parties au présent accord-cadre devront être précisées. Que la sous-traitance soit déclarée lors du dépôt de l'offre ou de l'exécution de l'accord-cadre, elle doit faire l'objet d'une déclaration.

Le titulaire s'engage à transmettre les pièces et attestations de son sous-traitant (de nature à prouver que les obligations sociales, fiscales et d'assurance identiques à celles du titulaire) sont respectées) ou à ce que le sous-traitant les dépose sur la plateforme e-attestatations.

Toute sous-traitance non déclarée dont le pouvoir adjudicateur aurait connaissance ultérieurement à l'exécution des prestations donnera lieu à l'application de la pénalité définie dans l'article (Pénalités) du présent CCAP.

6.6 – Changement affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'Université de Nantes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution de l'accord-cadre (délai de 15 jours à partir du changement), affectant :

- Les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- Son adresse ou son siège social ;
- Son adresse bancaire ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son capital social ;
- Et généralement toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de la société.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que Nantes Université ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant. Si le titulaire néglige de se conformer à cette

obligation, l'Université de Nantes ne saurait être tenue responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

Dans l'hypothèse où un titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. À défaut, Nantes Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre passé avec lui sans indemnisation.

Article 7 – Confidentialité & protection des données personnelles

7.1 – Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, les parties sont soumises à une obligation de confidentialité.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé qu'une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'obligation de confidentialité se poursuit après expiration de l'accord-cadre.

L'obligation de confidentialité ne devient caduque que si l'information est rendue accessible dans les conditions de l'article 5.1.4 du CCAG. Dès lors, une partie ne peut et ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité pénale de la partie concernée pourra être engagée.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant. En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

7.2 – Protection des données personnelles

Chaque partie au marché public agit en matière de protection des données personnelles, dans le cadre du présent marché public, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations qu'il aura à connaître dans le cadre du marché public, concernant le pouvoir adjudicateur, mais également les usagers ou les tiers pour lesquels il serait conduit à traiter les données. Le titulaire s'engage notamment à empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Conformément à l'article 5 du Règlement (UE) 2016/679, le titulaire s'engage notamment :

- A traiter les données de manière licite, loyale et transparente. Par conséquent, le titulaire s'engage à ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue à l'accord-cadre, sans l'accord préalable de

Nantes Université. De plus, il s'engage, et se porte garant du même engagement pour son personnel ainsi que ses sous-traitants, à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

- A ne collecter pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Par conséquent, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public, et à les détruire à la fin du marché.
- A traiter les données de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel en prenant toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité.

Article 8 – Modalité des commandes

Les prestations réglées par bons de commande sont passées sur la base des prix unitaires fixées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) établi par le titulaire.

Ces bons de commande, issus du système d'information financier de Nantes Université (Sifac), font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro du marché public,
- Le numéro de la commande (format 4500XXXXXX),
- La référence du service émetteur,
- La description des prestations,
- Le lieu de livraison
- Le montant de la commande en HT et en TTC.

Article 9 – Opérations de vérifications

Les opérations de vérification ont lieu dans les locaux de Nantes Université et en application des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Article 10 – Prix

Les prix sont exprimés en euros, hors taxe à la valeur ajoutée. Le taux de TVA applicable est le taux légal en cours applicable aux prestations facturées.

10.1 – Forme et contenu des prix

10.1.1 Forme des prix

Les fournitures seront réglées par application aux quantités livrées des prix unitaires détaillés dans le bordereau des prix unitaires) jointe à l'acte d'engagement, réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

10.1.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

10.2 – Variation du prix

10.2.1 Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 de réception des offres.

10.2.2 Clause de préavis

Concernant la révision du prix, le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision de prix par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

NANTES UNIVERSITE
Direction des Achats, Pôle Achats
1, quai de Tourville - BP 13522 - 44035 NANTES CEDEX 1

La révision du prix devra parvenir **au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre** et le titulaire devra y joindre la preuve des indices, en vue d'un examen par le pouvoir adjudicateur. Au-delà de ce délai et de ce formalisme, toute demande sera rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

10.2.3 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée initiale de l'accord-cadre du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026.

La révision des prix peut se faire à la hausse comme à la baisse.

Les prix pourront être révisés annuellement sauf pendant la première année d'exécution (durée initiale) et par application du coefficient de révision (A) donné par la formule de variation suivante :

FOURNITURES DE BUREAU :

$$A = \left(\frac{In}{I0} \right)$$

In correspond à l'indice de référence au M0 d'établissement es prix du marché (mois de remise des offres)

I0 correspond au dernier indice non provisoire connu au moment de la date de demande de révision

⇒ L'index de référence est l'indice INSEE annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 09.5.4.9.2 - Autres fournitures scolaires et de bureau figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 001765036

PAPIERS D'IMPRESSION STANDARDS :

$$A = \left(\frac{In}{I0} \right)$$

In correspond à l'indice de référence au M0 d'établissement es prix du marché (mois de remise des offres)

I0 correspond au dernier indice non provisoire connu au moment de la date de demande de révision

⇒ L'index de référence est l'indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 010764122

PETITE EPICERIE (PRODUITS ALIMENTAIRES) :

$$A = \left(\frac{In}{I0} \right)$$

In correspond à l'indice de référence au M0 d'établissement es prix du marché (mois de remise des offres)

I0 correspond au dernier indice non provisoire connu au moment de la date de demande de révision

⇒ L'index de référence est l'indice INSEE « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CA – Denrées alimentaires, boissons » figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 010764334

Les indices utilisés seront les **derniers indices non provisoires connus**. Ces indices sont consultables sur le site de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). S'ils ne sont plus publiés, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se mettent d'accord sur un indice de remplacement équivalent et sur un coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice

Le prix forfaitaire ainsi révisé est arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.
- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.

Il devient ferme jusqu'à l'application d'une nouvelle révision de prix.

10.2.3 Clause butoir

Les prix unitaires seront ajustés par référence aux prix d'origine au mois de la remise de l'offre (ou de la dernière révision), sans que l'évolution ne dépasse :

- 5 % maximum par an pour les articles de bureau ;
- 10 % maximum par an pour le papier.

10.2.4 Acceptation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose de 30 jours à réception de la demande pour apporter sa réponse. Passé ce délai, la demande est acceptée tacitement.

Lorsque la demande du titulaire est incomplète, ce dernier doit apporter les éléments manquants sous 7 jours à compter de la date de sollicitation. Passé ce délai, la demande est rejetée sans que le titulaire ne puisse formuler de réclamation.

Article 11 – Modalités de règlement des commandes

11.1 Demandes de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

11.1.1 Contenu des factures

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, sans préjudice des mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- le numéro de SIRET qui identifie Nantes Université en tant que destinataire de la facture : 130029747 00016 ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro et la référence du marché public ;
- le numéro de l'engagement financier (bon de commande Sifac, format 4500XXXXXX) ;
- la prestation exécutée (désignations et quantités) ;
- le montant hors taxe des prestations exécutées éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC des prestations exécutées
- le montant de la TGAP ;
- la date de facturation.

Les factures ne mentionnant pas la référence du marché public et/ou le numéro de bon de commande Sifac seront jugées non conformes et seront rejetées.

11.1.2 Transmission des factures

Les dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique s'appliquent concernant la transmission des factures. Aussi, conformément à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés publics conclus avec Nantes Université, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Dès lors, les titulaires ont l'obligation d'adresser leurs factures dématérialisées sur le portail public de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Comptable assignataire des paiements :

Nantes Université - Agent Comptable
1, rue Gaston Veil – TSA 23523 - 44035 Nantes Cedex 1
Courriel : service.facturier@univ-nantes.fr
Téléphone : 02 40 99 83 81

11.2 Mode de règlement

Les prestations, objet du présent marché public, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au titulaire, et au sous-traitant de premier rang éventuel, sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, ou à compter de la date d'admission si cette dernière est postérieure à la date de réception de la facture (articles R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

11.3 Clause de financement et de sûreté

11.3.1 Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

11.3.2 Cession et nantissement de créances

Il est fait application des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, relatifs à la cession ou au nantissement des créances.

Article 12 – Pénalités

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS, et s'appliquent à l'ensemble des pénalités ci-après.

12.1 Généralités

Toutes les pénalités définies peuvent être appliquées par le pouvoir adjudicateur sur simple constatation du dysfonctionnement ou du manquement contractuel (dans le respect des éléments de déclenchement de pénalités mentionnés dans la grille des pénalités), sans mise en demeure préalable. Elles correspondent à une sanction contractuellement définie, appliquée même en l'absence de tout préjudice par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire en cas de survenance d'une cause légitime et/ou exonératoire de responsabilité, pour autant et dans la limite où la cause emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

L'ensemble des pénalités sont dues quel que soit leur montant et ne font pas l'objet de formules de variation. Elles s'appliquent dès le premier euro TTC, étant entendu qu'elles ne sont pas assujetties à TVA.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

L'application d'une pénalité n'exclut pas la responsabilité du titulaire sur les conséquences de la prestation non ou mal exécutée, et se fait sans préjudice des demandes d'avoir. De plus, outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document.

Dans cette hypothèse, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

12.2 Grille des pénalités

Désignation des pénalités	Montant de la pénalité (en €HT)
Sous-traitance non agréée (par constatation) ⇒ <i>Par intervention constaté d'un sous-traitant ayant exécuté des prestations en violation des conditions de l'exercice de sous-traitance définies au CCAG-FCS et/ou au présent contrat.</i>	500€
Diffusion d'informations non sollicitée (diffusion des catalogues « généraux » du titulaire et toute information tendant à inviter les usagers de Nantes Université à sortir du cadre du catalogue personnalisé.) ⇒ <i>Par constatation d'envoi de documents/informations</i>	500€
Délai contractuel d'exécution ou de livraison dépassé (par le fait du titulaire)	50€ par jour calendaire de retard
Non transmission des pièces relatives à un changement de dénomination, fusion, absorption ou de RIB ⇒ <i>Délai de transmission maximum des pièces relatives à un changement de dénomination, fusion absorption, ou de RIB est de 15 jours</i>	50 € par jour calendaire de retard

Article 13 – Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique. En outre, il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes.

13.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

En cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour un motif d'intérêt général ouvre droit à une indemnité pour le titulaire, dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

13.3 Résiliation pour faute

Le marché est résilié pour faute du titulaire dans le cadre d'une des hypothèses prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, ou pour un motif d'exclusion relevant dans les conditions de l'article L2195-4 du code de la commande publique.

En complément des cas énoncés à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire pour faute de celui-ci, dans l'hypothèse où les documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique transmis par le titulaire du marché public serait inexacts ou inadéquats pour satisfaire aux obligations fixées par ledit décret.

Comme, en cas de groupement, la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les dispositions du CCAG-FCS traitant de la résiliation pour faute du titulaire peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations qui y sont prévues.

Le délai mentionné à l'article 41.2 du CCAG-FCS est fixé à quinze (15) jours, à compter de la date de réception de l'information du titulaire concernant la sanction envisagée.

13.4 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ces derniers d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 14 – Force majeure

Les parties ne sont pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultant directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer, voire compenser les effets.

En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés de plein droit de la durée de l'événement.

Article 15 – Présentation des attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- à respecter les dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification du marché public au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois, à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

➤ [Plateforme e-attestations.com](https://e-attestations.com)

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, l'Université de Nantes met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-attestations.com.

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les titulaires domiciliés en France.

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer gratuitement sur la plateforme, les documents suivants :

Tous les 6 mois :

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

Annuellement :

- Attestation annuelle de régularité fiscale
- Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle

Article 17 – Dérogation au CCAG

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG, objet de la dérogation	Objet de la dérogation
4.2	4.2.1	Pièces constitutives
5.2	13.1.1	Début du délai d'exécution
13	14	Pénalités